



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

Monsieur le Maire de Lons
place Bernard Deythieux
64140 LONS

Service Gestion Police de l'Eau

LET191412

Dossier suivi par :

PIERRE LAVIELLE 

Mèl : pierre.lavielle@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05 59 80 87 18
Fax : 05 59 80 86 08

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement :

**Rénovation de la passerelle sur l'Ousse-de-Bois (peinture et changement
platelage) sur la commune de LONS
Accord sur dossier de déclaration**

Réf. :64-2019-00206

Pau, le 19 Août 2019

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6
du code de l'environnement concernant l'opération :

**Rénovation de la passerelle sur l'Ousse-de-Bois (peinture et changement platelage) sur la
commune de LONS**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 31 Juillet 2019, j'ai l'honneur de vous informer
que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette
opération à compter de la réception de ce courrier.**

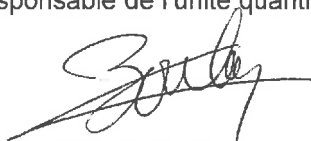
**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les
autorisations requises par d'autres réglementations**

Copies du récépissé et de ce courrier devront être affichés pendant une durée minimale d'un mois
pour information. A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un
certificat d'affichage correspondant signé. Pendant cette même période, pour les personnes qui le
souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie. Ces deux documents
seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des PYRENEES-
ATLANTIQUES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer,
Le responsable de l'unité quantité/lit majeur



Christophe Boulay

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.